

- Discours -

Débat général de la 3ème conférence des Petits Etats Insulaires en

Développement

Apia, Samoa, Mardi 2 septembre 2014

Annick Girardin, secrétaire d'Etat chargé du développement et de la
francophonie

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement,

Monsieur le secrétaire général des Nations Unies,

Monsieur le secrétaire général de la Conférence

Monsieur le Premier ministre de l'Etat Indépendant de Samoa

Mesdames et Messieurs les Ministres

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs

Chers amis,

Laissez moi tout d'abord remercier le gouvernement et l'ensemble des Samoans pour leur accueil chaleureux. Cet enthousiasme, dans l'accueil, comme dans nos travaux, cet enthousiasme que nous avons ressenti partout fait de ce

sommet un moment important dans l'histoire des conférences des Nations Unies.

Cette conférence intervient à un moment charnière, avant de nombreuses échéances internationales fondamentales en matière de développement durable et de lutte contre le dérèglement climatique. C'est la première fois que nous élaborons collectivement un agenda universel pour le développement durable. Cet agenda, sans nier nos différences, nous rassemble, et nous permet aussi d'associer l'ensemble de la société civile, le monde de l'entreprise, les autorités locales. Et la mobilisation que nous sentons ici depuis hier, la qualité de nos échanges c'est la preuve qu'au milieu du Pacifique, la dimension universelle de nos travaux prend tout son sens.

La question des partenariats est donc au cœur de la réussite de l'agenda du développement durable, et ce sommet l'illustre parfaitement. Le rôle des petits Etats insulaires en développement, et leurs besoins spécifiques, doivent être dûment pris en compte. Leur implication sur ces enjeux, notamment face au défi du dérèglement climatique, est d'ores et déjà remarquable, et convergente avec les efforts de la France et de l'Union Européenne en la matière.

J'y vois l'occasion d'approfondir notre dialogue, et de renforcer la mobilisation

politique sur ces questions essentielles. Cette conférence doit permettre de progresser dans la constitution de deux partenariats globaux incontournables, l'un autour du climat, à Paris, en décembre 2015 et l'autre pour un agenda post-2015 ambitieux, intégrant pleinement les trois dimensions de cette vision, sociale, économique et environnementale.

C'est un impératif parce que les crises environnementales menacent de réduire à néant des décennies de politique de développement et de rendre les futures politiques inefficaces. Les progrès de la santé ou encore la durabilité et l'efficacité des systèmes agricoles et urbains sont partout menacés par la gestion non soutenable des ressources, les catastrophes et le dérèglement climatique.

Dans les États insulaires, ce dernier a des conséquences encore plus néfastes qu'ailleurs, faisant même peser une intolérable menace de disparition. La France est pleinement consciente de vos risques et de vos difficultés. Nos territoires du Pacifiques comme la Nouvelle Calédonie, la Polynésie et Wallis et Futuna, mais aussi de l'océan Indien et des Caraïbes vivent également ces situations quelques fois dramatiques.

Je suis moi même une insulaire, de Saint Pierre et Miquelon, en Amérique du

Nord et au nom de la France je veux donc affirmer qu'il est urgent de prendre en considération cette réalité particulière, et d'y apporter des réponses concrètes. La communauté internationale doit appuyer les efforts exemplaires fournis par les PEID en la matière.

La cérémonie d'ouverture a placé cette conférence sous le signe de la jeunesse, sujet majeur. Car nous ne pouvons pas écrire le futur que nous voulons, qui était notre mot d'ordre à Rio, sans répondre immédiatement et directement aux préoccupations des jeunes, que ce soit en termes d'éducation, de santé ou encore de qualité de vie. Les préoccupations des jeunes en France, dans les PEID, et partout où j'ai pu me rendre sont bien universelles : ils s'interrogent sur la place qu'ils vont avoir dans un monde où les crises se succèdent. Vais-je trouver un emploi ? Vais-je avoir la même qualité de vie que mes parents ? Comment affronter les crises, qu'elles soient économiques, géopolitiques ou sanitaires ?

Ces questions sont universelles. Et nous avons la responsabilité d'en écrire une partie de la réponse. C'est ce que nous faisons dans la discussion sur les ODD, par exemple quand nous défendons l'idée d'une couverture sociale universelle dans l'agenda de l'après 2015.

Pour ces raisons, les partenariats qui résulteront de cette conférence doivent être opérationnels, afin de se traduire concrètement sur le terrain. La crédibilité de notre action se joue avant tout sur le terrain, dans l'efficacité, la collaboration et l'innovation. Je crois qu'il est temps, et de nombreux pays insulaires ont commencé à le faire, de tisser des liens plus étroits entre les grands cadres que nous élaborons dans ces réunions et l'action de tous sur le terrain.

Pour agir, il y a un préalable indispensable : Il faut pouvoir évaluer les progrès qui ont été effectués à ce jour dans le cadre du programme de la Barbade et de la stratégie de Maurice. Mais il faut surtout renforcer la coordination et la cohérence de nos actions. Partageons nos expériences et nos solutions. Ce n'est que comme cela que nous changerons d'échelle et que nous ferons face aux défis du développement durable.

Face à la menace du dérèglement climatique, il nous reste moins de 500 jours pour poser les bases d'un nouvel accord juridique qui devra être conclu à Paris en décembre 2015. Moins de 500 jours, c'est une goutte d'eau à l'échelle des 20 ans de négociations qui, même si elles ont permis des progrès, n'apportent toujours

pas les réponses adéquates aux défis de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et sans doute encore moins à l'adaptation. Dimanche, dans le village de Sa'anapu, j'ai déjeuné avec les chefs de village, qui m'ont raconté l'histoire de la montée des eaux. J'ai vu des habitants contraints à démonter leurs maisons pour les construire plus haut, un peu plus à l'abri des risques d'inondations, renforcés par les événements climatiques extrêmes. C'est une réalité que nous ne pouvons plus ignorer, c'est un appel, avec beaucoup de dignité, à une accélération de nos efforts pour lutter contre le dérèglement climatique.

Mes conseillers avaient prévu un discours où je devais me féliciter des actions de coopération entreprises, par la France comme par l'Union Européenne notamment dans l'adaptation. Je suis bien sûr fier que nous soyons à vos côtés, que nous réfléchissions et que nous agissions ensemble. Je pourrais vous parler longuement des programmes sur les récifs coralliens, sur la gestion des risques climatiques que nous soutenons.

Mais le chemin que nous écrivons ici à Samoa, le texte de déclaration nous incite à agir, plutôt qu'à parler. C'est pour cela que la France a choisi de faire de Paris Climat 2015 une conférence sur les solutions.

Ces solutions, qui mobilisent le secteur privé en responsabilisant les

entreprises face aux défis du développement durable, qui encouragent les coopérations entre les collectivités territoriales qui souvent s'affranchissent des catégories pour se retrouver sur des problématiques communes, c'est la condition de notre crédibilité. C'est la condition pour que les paroles se transforment en acte. Construire un agenda universel du développement nous offre une opportunité majeure : celle d'une mobilisation générale, qui entraîne les financements, encourage les innovations, offre des perspectives à la jeunesse.

C'est un bouleversement important des politiques de développement, c'est un virage qui a déjà été pris par les pays signataires de la déclaration de Majuro. C'est un signal envoyé qui dit « nous sommes prêts ». Un signal qui dit que souvent, sur le chemin du développement durable, les petits états insulaires en développement ont pris une longueur d'avance.

Sur ce chemin, vous pouvez être surs que pour parler de coopération économique, d'emplois et de progrès social, mais aussi de protection de la biodiversité et des océans, de dérèglement climatique, vous n'êtes pas seuls. La France et l'Union Européenne sont à vos côtés, et souhaitent l'être, en 2014, en 2015, pour faire avancer ensemble ces sujets lors des prochaines grandes échéances.

Nous avons, sur la route de Samoa, qui nous conduira à New York dans quelques semaines, puis à Lima et à Paris, un long voyage commun à accomplir. Nous sommes les passagers d'un même bateau, nous savons que nous allons encore traverser quelques tempêtes, que les vents ne nous seront pas toujours favorables. Mais à l'image des pirogues qui sont arrivées hier dans le port, nous savons aussi que nous sommes capables collectivement d'accomplir de grandes choses. Paris devra être un accord sur le climat écrit par tous et pour tous.

Ne répétons pas les erreurs du passé. Nous ne réussirons que si l'ensemble des pays trouve un intérêt à signer l'accord. Cela veut dire un accord qui ne se limite pas à des engagements de réduction des émissions des grands émetteurs, mais qui apporte des réponses concrètes à l'adaptation, qui déploie aussi de nouveaux moyens de mise en oeuvre. C'est pour ça que la France souhaite notamment que le Fonds Vert pour le Climat soit opérationnel le plus rapidement possible.

Je voudrais conclure en reprenant les échanges que nous avons eu à Sa'anapu. Nous pouvons faire des choses très concrètes ensemble, dans le cadre des partenariats appelés par ce sommet. Je pense par exemple à la prévention des catastrophes naturelles, aux systèmes d'informations et d'alerte, qui sont

indispensables, comme l'ont encore démontré de nombreuses réunions hier et aujourd'hui. Nous pouvons certainement faire des progrès majeurs dans ce domaine. Les technologies sont là, la connaissance progresse, et nous avons des moyens d'agir face aux impacts du dérèglement climatique. Ce n'est bien sûr qu'une partie de la solution, qui ne résoudra pas tout. Mais Paris doit aussi permettre d'apporter des solutions concrètes à des problèmes concrets. La France et l'Union Européenne, d'autres partenaires encore j'espère, se tiennent à vos côtés pour cela.

Je vous remercie de votre attention.